

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Suite à la convocation du 18 juin 2024
le Conseil d'Administration s'est réuni le 24 juin 2024
à 18 h 00 Salle du Conseil Municipal de Cherbourg-en-Cotentin
sous la présidence de la vice-présidente, Valérie VARENNE

Présents :

Mme VARENNE , M. LEPOITTEVIN , Mme TAVARD , Mme HERY , Mme GRUNEWALD , Mme VILLETTE (CFDT Retraités), Mme COUSIN (Conscience Humanitaire), M. GERMAIN (Croix Rouge Française), Mme THEVENY (UDAF), Mme THOMAS (La Chaudière)

Excusés :

Mme AMBROIS , Mme LE POITTEVIN

Absents donnant procuration :

M. ARRIVE (mandataire : Mme VARENNE), M. FRANCOISE (mandataire : Mme HERY), M. LUCAS (FNATH) (mandataire : Mme THEVENY), M. LEFEBVRE (Femmes) (mandataire : M. GERMAIN), Mme PETITET (Société Saint Vincent de Paul) (mandataire : Mme THOMAS)

Secrétaire de séance : Isabelle VATINEL

N° DEL_2024_089

**Approbation de la convention d'accès à la centrale d'achats de Manche Numérique -
Convention - cadre d'accès**

La centrale d'achats de Manche Numérique facilite l'achat de matériel informatique (éducatif ou non), de licences Microsoft, d'abonnements de téléphonie mobiles et matériels associés, et autres fournitures et services tels que la plateforme ACTES (contrôle de la légalité dématérialisé), l'ENT (Environnement Numérique de Travail), SI ACHAT : plateforme de dématérialisation des marchés publics (profil acheteur ...), à des tarifs préférentiels et réservé à ses adhérents et conventionnés.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Cherbourg-en-Cotentin souhaite acquérir, via la centrale d'achats de Manche Numérique, des matériels et services informatiques dans le strict respect du droit de la commande publique.

Il convient donc d'établir une convention pour une durée d'un an, à compter du 24 juin 2024, ayant pour objet d'encadrer les modalités d'intervention de la centrale d'achats de Manche Numérique pour le compte du CCAS de Cherbourg-en-Cotentin, entité non membre.

Les membres du Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décident :

- d'approuver les termes du projet de convention d'accès du Centre Communal d'Action Sociale de Cherbourg-en-Cotentin à la centrale d'achats de Manche Numérique ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou madame la Vice-Présidente à signer cette convention.

**Pour le Président et par délégation,
La Directrice du C.C.A.S.,**

Isabelle VATINEL

CENTRALE D'ACHATS DE MANCHE NUMERIQUE

Convention-cadre d'accès

Entre :

Le Syndicat Mixte Manche Numérique, dont le siège est situé Zone Delta – 235 rue Joseph Cugnot – 50000 SAINT LO, représenté par son Président, Monsieur Antoine DELAUNAY, dûment habilité par la délibération n° CS 2023-53 du Comité Syndical en date du 24 novembre 2023,

Ci-après dénommé « **Manche Numérique** »

D'une part,

Et :

Le CCAS de Cherbourg-en-Cotentin, dont le siège est situé 10 Place Napoléon - 50100 CHERBOURG EN COTENTIN, représenté par son Président, Monsieur Benoît ARRIVÉ, dûment habilité par la délibération n° du conseil d'administration en date du

Ci-après dénommé « **CCAS de Cherbourg-en-Cotentin** »

D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble « **les Parties** ».

Préambule

La centrale d'achats de Manche Numérique, créée en 2010 par la délibération n° CS-2010-III-AC-05 du 17 juin 2010, a pour objet :

- La passation, la conclusion et l'exécution des marchés publics pour ses besoins propres,
- La passation, la conclusion et, le cas échéant, l'exécution des marchés publics destinés à ses membres,
- La passation, la conclusion et, le cas échéant, l'exécution des appels à projets et autres procédures de mise en concurrence particulières destinées à ses membres,
- La conclusion des partenariats, adhésion ou participation à d'autres structures de mutualisation de la commande publique.

À cette fin, la centrale d'achats respecte les dispositions législatives et réglementaires applicables aux centrales d'achats (notamment les directives communautaires et la réglementation liée aux marchés publics en vigueur).

Par ailleurs, conformément à l'article I.1.2 de ses statuts, Manche Numérique peut également exercer, à titre accessoire, les fonctions de centrale d'achats, au profit de pouvoirs adjudicateurs non membres :

« Il (le Syndicat) est autorisé à réaliser, au profit de ses membres ainsi que de groupement de collectivité, établissements publics et autres pouvoirs adjudicateurs non-membres, toute mutualisation, tout groupement de commande, toute centrale d'achat (dans les conditions prévues aux articles L. 2113-2 et suivants du code de la commande publique), toute mission de coopération ou de prestations se rattachant à ses compétences ou dans le prolongement de celles-ci. Ces interventions s'effectuent suivant les modalités prévues par les lois et les règlements en vigueur. ».

La présente convention a pour objet d'encadrer les modalités d'intervention de la centrale d'achats de Manche Numérique pour le compte du **CCAS de Cherbourg-en-Cotentin**, entité non membre.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités suivant lesquelles l'entité non membre peut recourir aux services de la centrale d'achats de Manche Numérique.

Article 2 – Contenu de l'accès

L'entité non membre peut avoir accès à la centrale d'achats de Manche Numérique dans le but de satisfaire ses besoins.

Dans ce cadre, la centrale d'achat de Manche Numérique peut se voir confier, par l'entité non membre, les deux types de prestations suivants :

- L'acquisition de fournitures et biens,
- La passation de marchés publics répondant à ses besoins.

Elle n'est tenue par aucun seuil minimal de commandes.

Manche Numérique n'engage aucune procédure ou commande sans l'accord exprès de l'entité non membre. Cet accord se manifeste par le retour signé d'un devis transmis par Manche Numérique.

Article 3 – Durée de l'accès à la Centrale d'achats

La présente convention prend effet à compter de sa notification, après signatures régulières des parties, par Manche Numérique à l'entité non membre. La durée de cette convention est fixée à un an à compter de sa notification. La convention sera tacitement reconduite sans dénonciation par l'une des parties par courrier recommandé et un délai de prévenance de 2 mois avant résiliation.

La résiliation de la convention n'aura aucune influence sur les commandes passées. Ces dernières continueront d'être régies par la présente convention jusqu'à leur règlement complet ou information du Syndicat en ce sens.

Article 4 – Modalités financières liées à l'accès à la centrale d'achats

Dans le cadre de l'accès à la centrale d'achats, l'entité non membre ne versera aucune contribution, l'accès à la centrale d'achats étant ouvert à titre gratuit.

Article 5 – Processus contractuel et exigences techniques

Pour les besoins identifiés à l'article 3 de la présente convention, à savoir l'acquisition de matériels et services informatiques, Manche Numérique s'engage à passer, conclure et exécuter les marchés publics, dans le strict respect du droit de la commande publique.

Manche Numérique s'engage à associer l'entité non membre tout au long du processus d'achat, si elle le souhaite, et à mettre à sa disposition l'expertise dont il dispose en interne pour la conseiller dans ses achats.

En tout état de cause, l'accord préalable de l'entité non membre est systématiquement et expressément requis avant tout achat qui lui est destiné et effectué par Manche Numérique. Cet accord se manifeste par le retour signé d'un devis émis par Manche Numérique sur le périmètre du besoin exprimé par l'entité.

Article 6 – Modalités de passation des commandes

Les commandes de l'entité non membre à Manche Numérique sont passées uniquement par écrit.

Les prix des matériels et des services facturés à l'entité non membre sont ceux en vigueur à la centrale d'achats, figurant sur le devis, le site Internet ou sur la commande (à la réception de la commande).

Les commandes de l'entité non membre à Manche Numérique sont passées comme suit :

1. L'entité non membre qualifie ses besoins avec Manche Numérique ; s'appuie sur les catalogues ; demande des compléments d'informations (...).
2. Manche Numérique fournit les documents (devis et/ou formulaires selon les achats) nécessaires à l'ouverture du dossier d'achat.
3. L'entité non membre adresse à la Centrale d'achats un bon de commande avec les documents requis (*différents formulaires selon le service à souscrire*).
4. Manche Numérique adresse une commande au(x) fournisseur(s) du(des) marché(s) concerné(s).
5. L'entité non membre reçoit sa livraison, ou la confirmation d'activation du service / ou de programmation des formations (...).
6. Manche Numérique facture l'entité non membre.

Article 7 – Confidentialité et propriété intellectuelle

Les Parties s'engagent réciproquement à ne divulguer, sous quelle que forme que ce soit, aucune information ou document relatif à la présente Convention, sans l'accord de l'autre partie.

Le nom, l'image de la centrale d'achats et de la marque Manche Num' Achats sont la propriété de Manche Numérique.

La représentation des produits, sur quel que support que ce soit, est soumise à l'autorisation expresse écrite de Manche Numérique.

Article 8 – Force majeure

La responsabilité de Manche Numérique ne pourra pas être mise en œuvre si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une de ses obligations décrites dans la présente convention découle d'un cas de force majeure.

À ce titre, la force majeure s'entend de tout événement « *échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur* » au sens de l'article 1218 du Code civil.

Article 9 – Résiliation à l'initiative de l'entité non membre

Comme évoqué à l'article 3 de la présente convention, si l'entité non membre souhaite résilier la présente convention, elle doit avertir au préalable Manche Numérique par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant la date d'effet de cette résiliation.

Article 10 – Différend ou litige

En cas de différend ou de litige survenant entre les Parties en application de la présente convention, les parties s'engagent à chercher à résoudre ce différend ou ce litige à l'amiable.

A défaut, celui-ci sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 11 – Modalités de modification de la présente convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les Parties.

La présente convention est établie en deux (2) exemplaires originaux. (signatures manuscrites)

A Saint-Lô, le

Pour le Syndicat Mixte Manche Numérique

Le Président, Antoine DELAUNAY

Pour le CCAS de Cherbourg-en-Cotentin

Le Président, Benoît ARRIVÉ